



Afghanistan: mise à jour

Les conditions de sécurité actuelles

Corinne Troxler Gulzar

Weyermannsstrasse 10
Case postale 8154
CH-3001 Berne

T++41 31 370 75 75
F++41 31 370 75 00

info@osar.ch
www.osar.ch

Compte dons
CCP 30-1085-7


Berne, le 30 septembre 2013



Indications sur l'auteure: Corinne Troxler Gulzar a étudié l'histoire, les sciences politiques et le droit international à l'Université de Zurich. Elle jouit d'une longue expérience en tant que représentante des œuvres d'entraide dans la procédure d'asile. Dans le cadre d'un stage, elle a rédigé des analyses thématiques, des expertises et des informations pour l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR. Elle a ensuite travaillé comme assistante au Séminaire d'histoire de l'Université de Lucerne, où elle a organisé entre autres des congrès sur l'histoire de l'Afghanistan. Ces dernières années, elle s'est rendue plusieurs fois en Afghanistan et a notamment pris part à trois missions d'observation, la dernière fin septembre 2012. Elle a complété les impressions déjà recueillies par ses propres recherches sur le terrain et s'est notamment beaucoup intéressée à la situation des femmes. En parallèle, elle a appris le persan et le dari dans les Universités de Zurich et de Berne, ainsi qu'en Afghanistan et en Iran. Dans le cadre du *Certificate of Advanced Studies in Civilian Peacebuilding 2012/13* qu'elle a passé à l'Université de Bâle, l'auteure s'est à nouveau intéressée de près à l'Afghanistan sous l'angle de la construction de l'État / des États fragiles, de la réparation du passé, de la médiation, des genres, ainsi que du rôle des acteurs économiques dans les situations de conflit et les situations post conflit.

Impressum

EDITEUR

 Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR
Case postale 8154, 3001 Berne
Tél. 031 370 75 75
Fax 031 370 75 00
E-Mail: info@osar.ch
Internet: www.osar.ch

CCP Dons: 10-10000-5


AUTEUR

Corinne Troxler Gulzar

VERSIONS

Allemand, français

COPYRIGHT

© 2013  Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR, Berne
copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source.

Sommaire

1	Introduction	1
2	Situation politique	1
3	Conditions de sécurité.....	4
4	Constitution et système judiciaire.....	12
5	Droits humains: profils de risque	15
6	Situation socio-économique et médicale	20
7	Retour	21

1 Introduction

Malgré une désescalade temporaire du conflit en 2012, rien n'indique un affaiblissement sensible des groupements antigouvernementaux. Les Talibans en particulier se révèlent être un mouvement extrêmement adaptable qui s'est encore professionnalisé malgré la forte pression militaire.¹ Dans le cadre du processus de transition, on assiste à une escalade de violence entre les groupements hostiles au gouvernement et les forces de combat afghanes et internationales. Une fois de plus, on déplore en 2013 d'innombrables victimes du côté de la société civile. Le gouvernement afghan est toujours très loin de pouvoir assurer la sécurité de ses citoyennes et citoyens et leur offrir des institutions gouvernementales efficaces, un État de droit, des prestations sociales de base et une protection contre les violations des droits humains. La population reste extrêmement vulnérable et considère l'avenir immédiat avec beaucoup d'inquiétude.²

Quatre facteurs indiqueront la voie à suivre en 2014 pour ce pays ravagé par la guerre: 1. Le nombre de forces de sécurité internationales encore stationnées sur place après 2014; 2. La question de savoir si, comment et dans quelles conditions des pourparlers de paix seront menés; 3. Les élections présidentielles d'avril 2014 et 4. L'implication des États voisins de l'Afghanistan dans l'instauration d'une paix stable.³

La présente mise à jour se rattache à celle de septembre 2012. Elle porte avant tout sur l'évolution des conditions de sécurité et sur les profils de risque.

2 Situation politique

L'Afghanistan n'a toujours pas une bonne gouvernance, ni un État de droit fonctionnel. Une interconnexion insuffisante entre les autorités nationales et infranationales, ainsi qu'un rapport des forces déséquilibré en faveur de l'exécutif dans les trois niveaux de pouvoir, limitent l'efficacité du gouvernement et minent sa légitimité. La corruption très répandue et un commerce de l'opium florissant renforcent la précarité des conditions de sécurité.⁴ D'après le *New York Times*, la CIA a payé des mil-

¹ Antonio Giustozzi /Theo Farrell, *The Taliban at war: inside the Helmand insurgency, 2004 – 2012*, In: *International Affairs* 89(2013), p. 845–871: [www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/International Pro-](http://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/International%20Affairs/2013/89_4/89_4_03_FarrellGiustozzi.pdf)

[zent20Affairs/2013/89_4/89_4_03_FarrellGiustozzi.pdf](http://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/International Pro-zent20Affairs/2013/89_4/89_4_03_FarrellGiustozzi.pdf).

² UNAMA, *Mid-year Report 2013 on Protection of Civilians in Armed Conflict*, juillet 2013, p. 2: [http://unama.unmissions.org/LinkClick.aspx?fileticket=EZoxNuqDtps Pro-](http://unama.unmissions.org/LinkClick.aspx?fileticket=EZoxNuqDtpsProzent3d&tabid=12254&language=en-US)
[zent3d&tabid=12254&language=en-US](http://unama.unmissions.org/LinkClick.aspx?fileticket=EZoxNuqDtpsProzent3d&tabid=12254&language=en-US); US Department of Defense (USDOD), *Report on Progress Towards Security and Stability in Afghanistan*, décembre 2012, p. 103: www.defense.gov/news/1230_Report_final.pdf.

³ USDOD, *Report*, décembre 2012, p. 103; *Financial Times*, *West must rethink its Afghanistan exit*, le 8 janvier 2013: www.ft.com/cms/s/0/fb164360-58fe-11e2-99e6-00144feab49a.html#axzz2RGijJkuc; *Deutsche Welle*, *vier Fragezeichen über Afghanistan*, le 16 septembre 2013: www.dw.de/vier-fragezeichen-ProzentC3-ProzentBCber-afghanistan/a-17090818.

⁴ *Zeit online*, *Falsche Erfolgsmeldungen aus Afghanistan*, le 19 décembre 2012: www.zeit.de/politik/ausland/2012-12/afghanistan-bundeswehr.

lions ces dernières années aux milieux gouvernementaux afghans pour exercer son influence sur eux. Ce faisant, les États-Unis n'ont pas seulement contribué de façon essentielle à répandre la corruption en Afghanistan, mais ils ont aussi renforcé la position des potentats locaux.⁵

Près de 90 % des dépenses du gouvernement afghan sont toujours financées par les fonds de la communauté internationale.⁶ L'effondrement de l'aide attendu pour 2014 se fait d'ores et déjà sentir: l'ONU a fait savoir en décembre 2012 que l'aide humanitaire accusait un recul de près de 50 % par rapport à l'année précédente. Quelques œuvres d'entraide se sont en outre déjà retirées d'Afghanistan.⁷ Grâce à la récolte particulièrement bonne engrangée en 2012 et aux premiers résultats du secteur minier, le produit intérieur brut est passé de 7.8 à 11.8 %, tandis que l'inflation tombait à 6.4 %. Mais l'insécurité liée à la transition a provoqué une perte de confiance dans l'économie qui se traduit par une baisse de l'engagement dans le secteur privé, une chute du cours des devises et un retard supplémentaire dans le rétablissement déjà très lent du secteur bancaire.⁸

Les élections présidentielles fixées au 5 avril 2014 et pour la première fois exclusivement placées sous responsabilité afghane seront déterminantes pour l'avenir de l'Afghanistan. La communauté internationale presse le gouvernement afghan d'introduire les lois nécessaires. Le 29 avril 2013, le président Karzaï a rejeté un projet de loi électorale et l'a renvoyé à la Chambre basse. L'enregistrement des candidat-e-s a commencé le 16 septembre 2013. Le président a confirmé à plusieurs reprises qu'il ne comptait pas briguer un troisième mandat.⁹ Avec la nomination le 1^{er} septembre 2013 de l'ambassadeur afghan au Pakistan Omar Daudzai au poste de ministre de l'Intérieur, il a placé un de ses collaborateurs les plus proches en bonne posture pour les élections présidentielles 2014.¹⁰ Mullah Omar a annoncé en août 2013 que les Talibans ne participeraient pas aux prochaines élections et a appelé au boycott.¹¹

Le retrait imminent des forces de combat internationales a rendu plus vraisemblables **les pourparlers de paix officiels** avec les Talibans. Des délégués des Tali-

⁵ Tages-Anzeiger, «Die wichtigste Ursache für Korruption waren die Vereinigten Staaten», le 29 avril 2013: www.tagesanzeiger.ch/ausland/asien-und-ozeanien/Die-wichtigste-Ursache-fuer-Korruption-waren-die-Vereinigten-Staaten/story/22929876; Zeit online, CIA zahlte Millionen Dollar Schmiergeld ans Präsidentenamt, le 29 avril 2013: www.zeit.de/politik/ausland/2013-04/karsai-afghanistan-cia.

⁶ Congressional Research Service (CRS), Afghanistan: Post-Taliban Governance, Security, and U.S. Policy, le 4 janvier 2013, p. 62–63: www.refworld.org/docid/50f7b5502.html.

⁷ Amnesty International, Amnesty International Rapport 2013 – sur la situation des droits de l'homme dans le monde – Afghanistan, le 23 mai 2013: www.ecoi.net/local_link/247895/360799_en.html; Die Welt, Die hilflosen Helfer in Afghanistan, le 25 février 2013: www.welt.de/politik/ausland/article113877918/Die-hilflosen-Helfer-in-Afghanistan.html.

⁸ Banque mondiale, Afghanistan Economic Update, avril 2013, p. 2–3: www.wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2013/05/02/000333037_20130502161223/Rendered/PDF/770830REVISED0box377289B00PUBLIC00.pdf.

⁹ Die Bundesregierung, Fortschrittsbericht Afghanistan zur Unterrichtung des Deutschen Bundestages – rapport intermédiaire, juin 2013, p. 15–17: www.auswaertiges-amt.de/cae/servlet/contentblob/649664/publicationFile/181952/130624_Zwischenbericht_Juni_2013.pdf; Spiegel online, Karzai kündigt Rückzug für 2014 an, le 22 mai 2013: www.spiegel.de/politik/ausland/afghanistan-karzai-kuendigt-rueckzug-an-a-901214.html.

¹⁰ The Wall Street Journal, Karsai-Vertrauter wird Innenminister in Afghanistan, le 1er septembre 2013: www.wsj.de/article/SB10001424127887324886704579048873567782520.html.

¹¹ Die Zeit, Taliban-Anführer nennt Wahl in Afghanistan Zeitverschwendung, le 6 août 2013: www.zeit.de/news/2013-08/06/afghanistan-taliban-anfuehrer-nennt-wahl-in-afghanistan-zeitverschwendung-06172603; Tagesschau, Nicht wählen, sondern kämpfen, le 6 août 2013: www.tagesschau.de/ausland/taliban230.html.

bans ont pris part aussi bien à la Conférence de Kyoto de juillet 2012 qu'à la Conférence de Chantilly de décembre 2012, aux côtés de représentants du Haut conseil de paix et du gouvernement afghan.¹² Le 18 juin 2013, les Talibans ont ouvert un bureau de liaison dans la ville de Doha, au Qatar, et annoncé que des entretiens avec les États-Unis allaient bientôt commencer. Ils se sont présentés à cette occasion comme des représentants de «l'Émirat islamique d'Afghanistan». Le président Karzaï s'en est tellement offusqué qu'il a purement et simplement annulé les entretiens prévus. En libérant des combattants talibans de haut rang, le gouvernement afghan espère maintenant gagner leur confiance et faciliter ainsi les pourparlers de paix. Depuis 2009, le président Karzaï presse donc le gouvernement pakistanais de relâcher les chefs de file des Talibans qu'il retient prisonniers. Depuis novembre 2012, le Pakistan a libéré une trentaine de chefs talibans afghans de moyen et haut rang, dont le mollah Abdul Ghani Baradar, en septembre 2013. Quand l'ancien numéro deux des Talibans avait été arrêté en 2010, l'Afghanistan avait accusé le gouvernement pakistanais de saboter les pourparlers de paix. Les relations entre les deux États se sont par la suite visiblement dégradées. Par conséquent, de grands espoirs reposent maintenant sur le mollah Baradar. Mais les experts se montrent extrêmement sceptiques à cette idée. Selon la Direction nationale de sécurité DNS, quelques-uns des combattants libérés ont déjà rejoint les rangs de la résistance armée. Par ailleurs, il n'est pas certain que les accords conclus dans le cadre des entretiens puissent être imposés dans le mouvement des Talibans qui se caractérise par une organisation très décentralisée.¹³

Le 17 novembre 2012, le président du **Haut Conseil de paix** a annoncé que des représentants des Talibans se verraient accorder l'immunité pénale s'ils participaient au processus de paix et ce, en dépit du fait que certains d'eux sont soupçonnés de crimes de guerre.¹⁴

En juin 2013, les tensions liées à l'ouverture du bureau de liaison des Talibans à Doha ont failli faire capoter les **négociations entre le président Karzaï et les États-Unis au sujet de l'accord bilatéral de sécurité**. Or, la conclusion de cet accord sera déterminante pour les accords bilatéraux avec d'autres États alliés des États-Unis.¹⁵

¹² Die Bundesregierung, rapport intermédiaire, juin 2013, p. 14.

¹³ Spiegel online, USA verhandeln laut Karzai direkt mit Taliban, le 10 mars 2013: www.spiegel.de/politik/ausland/afghanistan-usa-und-taliban-verhandeln-laut-karzai-direkt-in-katar-a-887906.html; Tages-Anzeiger, Hamid Karzai ist verärgert, le 20 juin 2013: www.tagesanzeiger.ch/ausland/naher-osten-und-afrika/Hamid-Karzai-ist-veraergert/story/23526857; Tages-Anzeiger, Pakistan lässt Ex-Militärchef der Taliban frei, le 21 septembre 2013: www.tagesanzeiger.ch/ausland/asien-und-ozeanien/Pakistan-laesst-ExMilitaerchef-der-Taliban-frei/story/30000165; Tages-Anzeiger, Pakistan setzt Zeichen für das Nachbarland, le 7 septembre 2013: www.tagesanzeiger.ch/ausland/naher-osten-und-afrika/Pakistan-setzt-ein-Zeichen-fuer-das-Nachbarland/story/15122650. D'après l'*International Crisis Group*, les chances d'instaurer une paix durable sont minces, car les groupements hostiles au gouvernement se trouvent dans une position de force et le gouvernement afghan dans une position extrêmement faible. Des divergences d'intérêts n'opposent pas seulement ces deux acteurs, mais aussi les potentats locaux. International Crisis Group, Talking About Talks: Towards a Political Settlement in Afghanistan, le 26 mars 2013, p. i: [www.crisisgroup.org/~media/Files/asia/south-asia/afghanistan/221-talking-about-talks-toward-a-political-settlement-in-afghanistan.pdf](http://www.crisisgroup.org/~/media/Files/asia/south-asia/afghanistan/221-talking-about-talks-toward-a-political-settlement-in-afghanistan.pdf).

¹⁴ Amnesty International, Report 2013, le 23 mai 2013.

¹⁵ Tages-Anzeiger, Hamid Karzai ist verärgert, le 20 juin 2013.

3 Conditions de sécurité

Les attaques de groupements hostiles au gouvernement ont reculé de 25 % en 2012, alors que le niveau de violence reste très élevé. Un défi malgré tout pour les forces de sécurité internationales qui ont déjà commencé à se retirer. L'ANSO *Afghanistan NGO Safety Office* en déduit que les groupements antigouvernementaux ont délibérément changé de stratégie. Ils adaptent le niveau de leurs attaques aux forces internationales restantes et intensifient leurs efforts dans d'autres domaines, par exemple dans leurs institutions paraétatiques. Mais en même temps, ils maintiennent leurs capacités opérationnelles et peuvent à tout moment intensifier à nouveau leurs attaques. En 2012, aucune des parties n'a utilisé la désescalade du conflit pour mettre en place des mesures visant à restaurer la confiance ou pour chercher des solutions constructives.¹⁶

Au printemps 2013, on a assisté à un nouveau changement de tactique: les groupements hostiles au gouvernement ont orchestré 47 % d'attaques de plus que l'année précédente et facilement pu atteindre le niveau de violence de 2011 ou de 2009.¹⁷ Durant le premier semestre 2013, l'UNAMA a en outre enregistré une augmentation des confrontations militaires entre les groupements antigouvernementaux et les forces de sécurité afghanes (ANSF). Ces affrontements ont coûté la vie à un plus grand nombre de civils. Dans la lutte pour les zones d'influence, les groupements antigouvernementaux contrent la transition progressive, ainsi que la fermeture des bases militaires, par des attaques dirigées contre des membres des ANSF.¹⁸

Les actes de violence contre la population civile émanent toujours de quatre sources:

- de groupements armés hostiles au gouvernement tels que les Talibans, le *Hezb-e-Islami* de Gulbuddin Hekmatyar¹⁹, le réseau Haqqani²⁰, etc.²¹

¹⁶ Afghanistan NGO Safety Office (ANSO), Quarterly Data Report Q4 2012, du 1er janvier au 31 décembre 2012, p. 1–2, 12: <http://reliefweb.int/report/afghanistan/afghanistan-ngo-safety-office-anso-quarterly-data-report-q-4-2012>; Stuttgarter Zeitung, Nicht hinter jedem Anschlag stecken die Taliban, le 9 mai 2013: www.stuttgarter-zeitung.de/inhalt.interview-mit-afghanistan-experte-nicht-hinter-jedem-anschlag-stecken-die-taliban.c2e6fd01-0d8e-4d58-ad7c-95d48ecec27.html. L'OTAN avait affirmé que les attaques des groupements hostiles au gouvernement auraient diminué en 2012. Elle a par la suite dû revenir sur ces déclarations et avouer des erreurs de statistique. Die Welt, Statistik zu Angriffen in Afghanistan war falsch, le 27 février 2013: www.welt.de/politik/ausland/article113975525/Statistik-zu-Angriffen-in-Afghanistan-war-falsch.html.

¹⁷ Afghanistan NGO Safety Office (ANSO), Quarterly Data Report Q1 2013, du 1er janvier au 31 mars 2013, p. 1, 3: www.ecoi.net/file_upload/1226_1366715966_anso-20q1-202013.pdf.

¹⁸ UNAMA, Mid-year Report 2013, juillet 2013, p. 2. Par ailleurs, il y a toujours des conflits territoriaux entre les tribus et entre les partis des moujahidines datant des années 1980. De violents conflits opposent parfois des groupements hostiles au gouvernement tels que les Talibans et Hekmatyars *Hezb-e Islami*. Stuttgarter Zeitung, Nicht hinter jedem Anschlag stecken die Taliban, le 9 mai 2013.

¹⁹ Hekmatyars *Hezb-e Islami* est actif dans les provinces de Kunar, Nuristan, Kapisa et Nangarhar, ainsi qu'au Nord et à l'Est de Kaboul. Malgré sa proximité avec le groupement des Talibans et Al Qaïda, des affrontements armés l'opposent parfois aux Talibans pour le contrôle de certaines régions. Le groupement n'est pas classé parmi les «Foreign Terrorist Organisation». Certains de ses représentants ont interagi avec des délégués du gouvernement Karzaï à la Conférence de Paris de juin 2012, puis lors de la rencontre de Chantilly des 20 et 21 décembre 2012. CRS, Post-Taliban Governance, le 4 janvier 2013, p. 15.

²⁰ Le réseau Haqqani passe pour l'une des plus grandes menaces pour la sécurité de l'Afghanistan. Il entretient d'étroits contacts avec Al Qaïda comme avec les Talibans et avec le service secret pakistanais Inter-Services Intelligence (ISI). Il opère principalement à partir du Pakistan où il est toléré et protégé par le gouvernement pakistanais au Nord-Waziristan. Le réseau compterait environ 3000 combattants actifs et organiserait des attentats contre les principales institutions à Kaboul et dans d'autres régions. Le 13 novembre 2012, un haut commandant du groupement a fait savoir que le

- de seigneurs de la guerre régionaux et de commandants des milices
- de groupements criminels
- de contre-attaques des forces de sécurité afghanes et étrangères visant les groupements hostiles au gouvernement, notamment des bombardements.

D'après l'*United Nations Assistance Mission (UNAMA)*, le nombre de victimes parmi la population civile a, pour la première fois, légèrement reculé en 2012. Le bilan reste toutefois un extrêmement lourd: 2754 civils tués, dont 81 % par des groupements antigouvernementaux. Toujours d'après l'*UNAMA*, le léger recul du nombre de victimes parmi la population civile n'est pas dû à un renforcement de la présence du gouvernement ou à une meilleure protection de sa part.²² Durant les six premiers mois de 2013, le nombre de civils tués a de nouveau augmenté de 23 %; 74 % de ces 1'319 décès sont imputés aux groupements hostiles au gouvernement.²³

Le 18 juin 2013, le président Karzaï a annoncé le début de la cinquième et dernière étape du **transfert de la responsabilité de la sécurité aux forces afghanes**. Cette passation englobe le reste des 95 districts instables au Sud et à l'Est de l'Afghanistan. L'Afghanistan est donc en train d'endosser la responsabilité de la sécurité sur l'ensemble du territoire. Mais les défis sont importants, d'une part parce que le pays comporte des régions difficiles d'accès et en proie aux combats le long de la frontière pakistanaise, d'autre part parce que la FIAS réduit constamment son soutien en même temps que sa présence en Afghanistan.²⁴ D'après l'ANSO, les forces de sécurité afghanes ne parviennent pas à combler les lacunes résultant du retrait des troupes internationales. Cela se voit en particulier dans les provinces Nord-ouest de Faryab et Badghis, dans tout le Nord-est et dans la province sud de Paktika.²⁵ Dans quelques régions où la passation s'est bien déroulée en phase trois, on enregistre un regain d'activités des groupements hostiles au gouvernement, au moment même où les forces de sécurité afghanes réduisent leur activité.²⁶ Avec le retrait progressif des troupes internationales, les groupements hostiles au gouvernement ont progressivement délaissé les cibles internationales pour centrer leurs attaques sur des objectifs afghans, c'est-à-dire sur les forces de sécurité et les

réseau Haqqani participerait à un accord politique avec les États-Unis, si le mollah Omar optait pour les entretiens. CRS, Post-Taliban Governance, le 4 janvier 2013; USDOD, Report, le décembre 2012, p. 21.

²¹ Le groupement pakistanais Lashkar-e Tayyiba est un groupement militant islamiste, concentré à l'origine sur des opérations contre l'Inde en vue de prendre le contrôle du Cachemire, mais visiblement aussi actif en Afghanistan. CRS, Post-Taliban Governance, le 3 mai 2012, p. 17. L'Islamic Movement of Uzbekistan (IMU), en lien avec les Talibans, tente d'infiltrer l'Asie centrale au Nord-est de l'Afghanistan. Giustozzi/Reuter, avril 2011, p. 3, 16, 20–21.

²² UNAMA, Annual Report 2012 – Protection of Civilian in Armed Conflict, février 2013, p. 1 – 3, 6: <http://unama.unmissions.org/LinkClick.aspx?fileticket=K0B5RL2XYcU Prozent3D>.

²³ UNAMA, Mid-year Report 2013, juillet 2013, p. 1.

²⁴ Die Welt, Afghanistan verantwortet Sicherheit jetzt selbst, le 18 juin 2013: www.welt.de/politik/ausland/article117217898/Afghanistan-verantwortet-Sicherheit-jetzt-selbst.html; N-tv, Afghanistan übernimmt, le 18 juin 2013: www.n-tv.de/politik/Afghanistan-uebernimmt-article10840181.html; Die Bundesregierung, rapport intermédiaire, juin 2013, p. 4, 11.

²⁵ ANSO, Quarterly Data Report Q1 2013, p. 12. Par contre, la présence des forces de sécurité afghanes augmente, surtout dans les régions où les troupes internationales déploient une activité militaire. L'*US Department of Defense* tire aussi un bilan critique du processus de transition: USDOD, Report, décembre 2012, p. 30–31. En revanche, le bilan du CRS est positif: CRS, Post-Taliban Governance, le 4 janvier 2013, p. 22.

²⁶ ANSO, Quarterly Data Report Q4 2012, p. 1–2, 12, 17. On observe en principe un recul moins net (-7 %) des affrontements violents dans les régions déjà placées sous la responsabilité des forces de sécurité afghanes que dans l'ensemble du pays (-25 % en moyenne). Sans compter que les groupements antigouvernementaux n'ont jamais réduit leurs attaques davantage que les forces de combat internationales.

membres du gouvernement. Cela contredit la logique escomptée, selon laquelle une réduction de la présence internationale entraînerait un recul des activités militaires des groupements antigouvernementaux.²⁷

Talibans. La direction des Talibans est toujours en mesure d'assurer la conduite stratégique des opérations militaires du mouvement à partir du Pakistan et d'acquérir les ressources nécessaires pour soutenir les priorités opérationnelles.²⁸ Depuis 2009, on observe trois évolutions: premièrement, des efforts considérables ont été entrepris sur le plan stratégique, afin d'éviter une fragmentation du mouvement en centralisant davantage les structures de contrôle et de commandement. Deuxièmement, une militarisation de l'administration se dessine. La pression militaire exercée par la FIAS a obligé de nombreux gouverneurs fantômes à entrer dans la clandestinité ou à fuir au Pakistan, avec la perte d'influence que cela implique. Le pouvoir des commissions militaires présentes sur place s'en est trouvé renforcé. Troisièmement, on constate une professionnalisation du mouvement sur le plan tactique.²⁹ En même temps, les tensions internes au mouvement ont atteint un nouveau point culminant en 2012. On relève en particulier un transfert de pouvoir du choura de Quetta au choura de Peshawar. Le mouvement rencontre à ce propos de gros problèmes au Sud de l'Afghanistan, probablement liés au fait que la population y est plus fragmentée. Un éclatement du mouvement n'impliquerait pas seulement une perte d'influence politique et militaire, mais aussi une position beaucoup plus faible dans les négociations.³⁰

Le 2 mai 2013, les Talibans ont lancé leur offensive de printemps sous le nom d'**Al Farooq**. Ils ont également prouvé en 2013 qu'ils sont toujours déterminés et en mesure de mener des attaques complexes et bien coordonnées dans les provinces comme dans les quartiers les mieux protégés de la capitale. Ils défient en outre les forces de sécurité afghanes en périphérie.³¹ De nombreuses communes ont signalé en 2012 que des groupements antigouvernementaux profitent de la présence réduite des forces de sécurité afghanes pour contrôler des territoires de plus en plus vastes. Dans les régions placées sous le contrôle des forces de combat afghanes et internationales, les Talibans exercent aussi leur influence par des lettres de menace (*Shabnameh*), des intimidations, des réseaux familiaux, des clans ou des imams. Ils utilisent en outre la faiblesse du gouvernement afghan dans les régions où celui-ci ne peut pas garantir une présence suffisante, ni offrir des possibilités économiques ou un État de droit. D'après l'*UNAMA*, les attaques orchestrées par des groupe-

²⁷ ANSO, Quarterly Data Report Q1 2013, p. 9.

²⁸ ANSO, Quarterly Data Report Q1 2013, p. 11; USDOD, Report, décembre 2012, p. 17–18, 20.

²⁹ Giustozzi/Farrell, *The Taliban at war: inside the Helmand Insurgency*, 2013, p. 856–867.

³⁰ Antonio Giustozzi, *Turmoil within the Taliban: A Crisis of Growth?*, Central Asia Policy Briefing, 7(2013), p. 2, 4–5: www.centralasiaprogram.org/images/Policy_Brief_7,_January_2013.pdf. Tandis que le choura de Quetta se concentre autour du mollah Omar et de l'ancienne élite, le choura de Peshawar est plus proche des groupements jihadistes pakistanais. Leur direction passe pour moins religieuse; elle témoigne plutôt d'une formation universitaire ou étatique et tente de créer un commandement militaire et des structures de contrôle plus efficaces. Giustozzi, *Turmoil*, 2013, p. 2. Voir aussi: ANSO, Quarterly Data Report Q1 2013, p. 11; USDOD, Report, décembre 2012, p. 17–18, 20.

³¹ Die Bundesregierung, rapport intermédiaire, juin 2013, p. 4, 7; Stuttgarter Zeitung, *Nicht hinter jedem Anschlag stecken die Taliban*, le 9 mai 2013; Statement of Leadership Council of Islamic Emirate regarding the inception of Al Farooq Spring operation, le 2 mai 2012: <http://theunjustmedia.com/Afghanistan/Statements/May12/Statement%20of%20Leadership%20Council%20of%20Islamic%20Emirate%20regarding%20the%20inception%20of%20Al-Farooq%20Spring%20operation.htm>.

ments hostiles au gouvernement (intimidations, attaques, maisons incendiées) ont augmenté de 17 % en 2012 par rapport à l'année précédente.³²

Les régions placées sous le contrôle des groupements antigouvernementaux et auxquelles le gouvernement afghan n'a qu'un accès limité sont le théâtre d'exécutions sommaires, de tortures et de mauvais traitements. La population afghane souffre en outre d'un accès limité à la formation et à la santé, d'une faible participation politique et d'une liberté d'opinion restreinte. L'utilisation d'explosifs a de nouveau fait des victimes, surtout parmi la population civile. En 2012, on note en outre une augmentation fulgurante des exécutions ciblées: 698 personnes ont ainsi été assassinées. Durant le premier semestre 2013, ces meurtres ont encore augmenté de 29 % (on en dénombre 312).³³

Al Qaïda. Un peu moins de 100 combattants d'Al Qaïda séjournent toujours dans la province de Nuristan au Nord-est de l'Afghanistan et participent à des attentats à Kaboul, ainsi que dans les provinces de Nangarhar et Laghman. Les opérations anti-terrorisme des troupes internationales limitent leur capacité d'action. Mais les troupes ne devraient pas réussir à repousser durablement les combattants avant 2014.³⁴

Forces de sécurité afghanes. D'après l'OTAN, les forces de sécurité afghanes (ANSF) ont pratiquement rassemblé l'effectif visé de 352'000 personnes en juin 2013.³⁵ Entre-temps, elles luttent au premier front pratiquement dans l'ensemble du pays. Ce sont aussi elles qui supportent le plus grand risque et les plus lourdes pertes: 1070 membres des forces de sécurité afghanes ont perdu la vie rien qu'au cours des quatre premiers mois de 2013.³⁶ Selon les estimations d'experts, le chemin vers la professionnalisation est encore long et il est clair que les ANSF auront encore besoin du soutien, des conseils et de la formation de la communauté internationale en 2014. Des améliorations sont nécessaires, en particulier pour les procédures et processus logistiques, de défense anti-missile, l'appui de feu et le renseignement. Un autre problème grave tient au taux de désertion: chaque année, près de 35 % des membres des ANSF ne s'inscrivent plus au service. À cela s'ajoutent les longues absences. En octobre 2012, l'inspecteur spécial américain pour la reconstruction de l'Afghanistan (SIGAR) a estimé que le gouvernement afghan ne serait guère en mesure de maintenir les institutions des ANSF après 2014, faute de personnel qualifié.³⁷

³² UNAMA, Annual Report 2012, février 2013, p. 1–4, 6; USDOD, Report, décembre 2012, p. 21.

³³ UNAMA, Annual Report 2012, février 2013, p. 5, 17–18, 22, 24; UNAMA, Mid-year Report 2013, juillet 2013, p. 19; US Department of State (USDOS), 2011 Country Report on Human Rights Practices: Afghanistan, le 24 mai 2012, p. 8: www.state.gov/documents/organization/186669.pdf; UNHCR, Eligibility Guidelines for Assessing the International Protection Needs of Asylum-Seekers from Afghanistan, le 6 août 2013, p. 19–23, 31, 36: www.refworld.org/docid/51ffdca34.html.

³⁴ USDOD, Report, décembre 2012, p. 17; Reuters, U.S. General says al Qaeda just surviving in Afghanistan, le 26 juillet 2013: www.reuters.com/article/2013/07/26/us-afghanistan-qaeda-idUSBRE96P09M20130726.

³⁵ Pour des raisons de coûts, les ANSF doivent toutefois être à nouveau réduites à 228'500 hommes d'ici 2017. CRS, Post-Taliban Governance, le 4 janvier 2013, p. 33.

³⁶ Près de 3000 membres des forces de sécurité afghanes ont été tués entre mars 2012 et mars 2013 (1800 policiers et 1183 militaires). À titre de comparaison, à peu près autant de soldats étrangers sont morts entre 2001 et la fin mars 2013. Zeit online, Fast 3000 afghanische Soldaten und Polizisten in einem Jahr getötet, le 20 mars 2013: www.zeit.de/news/2013-03/20/afghanistan-fast-3000-afghanische-soldaten-und-polizisten-in-einem-jahr-getoetet-20174605.

³⁷ Die Bundesregierung, rapport intermédiaire, juin 2013, p. 4, 12, 8–9; CRS, Post-Taliban Governance, le 4 janvier 2013, p. 32–38.

Entre-temps, l'Armée nationale afghane (ANA) est mieux armée. Mais elle ne disposera pas d'une armée de l'air opérationnelle avant 2017 au plus tôt. D'après un rapport du Pentagone sur les progrès accomplis datant de décembre 2012, une seule des 23 brigades de l'ANA était capable fin 2012 d'opérer sans le soutien aérien ou terrestre des forces de combat étrangères. Le fait que des troupes internationales ont dû retourner dans des régions en proie aux combats après leur retrait indique que, contrairement aux affirmations de l'OTAN, les ANSF ne sont pas encore en mesure d'endosser la responsabilité de la sécurité.³⁸ Depuis 2011, les attaques de l'intérieur représentent aussi un défi.³⁹

À la Police nationale afghane (PNA), le taux de désertion est encore plus élevé qu'à l'ANA. Beaucoup de policiers n'ont suivi que six à huit semaines de formation accélérée ; ils sont encore beaucoup plus mal équipés que les membres de l'armée et presque deux fois plus nombreux à se faire tuer en cours de mission. De nombreux membres de la PNA sont impliqués dans des querelles ethniques ou dans des querelles de parti, car, contrairement à l'ANA, ils sont généralement engagés dans leurs communes d'origine. La PNA passe pour corrompue et n'inspire guère confiance à la population afghane.⁴⁰

Forces de sécurité étrangères. Les forces de sécurité étrangères continuent à mettre l'accent sur la transmission de la responsabilité de la sécurité, sur le retrait rapide des troupes et sur l'organisation de l'évacuation du matériel de guerre. Alors que les forces de sécurité étrangères comptaient encore 129'469 hommes en Afghanistan en mai 2012, leur effectif n'était plus que 87'207 hommes le 1^{er} août 2013. Le nombre de victimes au sein des forces de sécurité étrangères a aussi reculé avec le transfert progressif de la responsabilité aux ANSF.⁴¹

Le mandat de la FIAS prendra fin en 2014. Les États-Unis et leurs alliés opéreront alors sur la base d'un accord stratégique négocié de façon bilatérale avec l'Afghanistan. Mais on ne sait toujours pas précisément combien de soldat-e-s les États-Unis comptent stationner en Afghanistan après 2014. Depuis janvier 2013, la discussion tourne autour de trois scénarios, prévoyant respectivement 3'000, 6'000 ou 9'000 soldat-e-s. L'immunité réclamée par les États-Unis pour leurs soldats encore mobilisés en Afghanistan après 2014 constitue l'un des principaux sujets de

³⁸ CRS, Post-Taliban Governance, le 4 janvier 2013, p. 35; N-tv, Bittere Bilanz für 2012 – Über 1000 Soldaten sterben, le 30 décembre 2012: www.n-tv.de/politik/Ueber-1000-Soldaten-sterben-article9873571.html; NZZ, Amerikanische Gedankenspiele über Truppenstärke in Afghanistan nach 2014, le 26 novembre 2012: www.nzz.ch/aktuell/international/amerikanische-gedankenspiele-ueber-truppenstaerke-in-afghanistan-nach-2014-1.17848468; Süddeutsche, Wenn der Pakt mit den Taliban scheitert, le 9 avril 2013: www.sueddeutsche.de/politik/afghanistan-wenn-der-pakt-mit-den-taliban-scheitert-1.1644039.

³⁹ En 2011, 35 soldats étrangers ont été victimes des attaques orchestrées par des agents de sécurité afghans; déjà 62 en 2012 et 5 jusqu'au 10 juin 2013. CRS, Post-Taliban Governance, le 4 janvier 2013, p. 32; Die Bundesregierung, rapport intermédiaire, juin 2013, p. 8.

⁴⁰ CRS, Post-Taliban Governance, le 4 janvier 2013, p. 37–38; Tagesschau.de, Afghanische Polizisten – im Visier der Staatsfeinde, le 28 avril 2013: www.tagesschau.de/ausland/afghanistan-polizisten100.html; USDOS, Human Rights Practices 2012, le 19 avril 2013, p. 15.

⁴¹ ISAF, Troop numbers and contributions, état au 1er août 2013: www.isaf.nato.int/images/stories/File/Placemats/2013-08-01_Prozent20ISAF_Prozent20Placemat-final.pdf; Die Bundesregierung, rapport intermédiaire, juin 2013, p. 8; Coalition Military Fatalities By Year: <http://icasualties.org/OEF/Index.aspx>; Zeit online, Falsche Erfolgsmeldungen aus Afghanistan, le 19 décembre 2012.

désaccord.⁴² Mais certains signes indiquent d'ores et déjà que les États-Unis vont réduire leur engagement en Afghanistan.⁴³

Le fait que les attaques aériennes de l'OTAN font souvent des morts parmi la population civile, notamment parmi les femmes et les enfants, provoque sans cesse des tensions avec le gouvernement afghan. À la mi-février 2013, Karzaï a donc ordonné à l'armée afghane de ne plus demander d'attaques aériennes à l'OTAN. L'UNAMA a signalé 126 civils tués lors d'attaques aériennes en 2012. En 2012, l'utilisation d'armes lâchées par des drones a augmenté de 75 % par rapport à l'année précédente.⁴⁴

Seigneurs de la guerre locaux et milices. De nombreux mouvements armés illégaux, ainsi que des milices ou associations du même type, sont toujours actifs en Afghanistan. L'ONU enregistre de plus en plus de violations des droits humains commises par des milices, en particulier au Nord et au Nord-est du pays. Aussi bien les seigneurs de la guerre que les milices jouissent généralement de l'impunité.⁴⁵ Pendant des années, les États-Unis ont versé des millions de dollars de soutien à de nombreux seigneurs de la guerre, renforçant ainsi leurs positions respectives.⁴⁶

Amnesty International accuse même la Police locale afghane (PLA,) créée en 2010 sur la pression des États-Unis, de nombreuses violations des droits humains. Plus de 100 membres de la PLA ont été emprisonnés pour des crimes tels que meurtre, viol ou bagarre et vont très vraisemblablement s'en sortir blanchis. L'UNAMA a signalé en 2013 une nouvelle hausse des atteintes aux droits de l'homme commises par la PLA. La procédure de recrutement suscite toujours de vives critiques, de même que le peu de contrôle et le fait que les policiers n'ont pas de comptes à rendre.⁴⁷ Le 28 février 2013, Karzaï a exigé de l'OTAN qu'elle lui remette dans les trois mois le contrôle de toutes les milices illégales.⁴⁸

Sécurité et trafic de drogues. D'après l'*UN Office on Drugs and Crime*, la surface consacrée à la culture de l'opium en Afghanistan a augmenté en 2012 pour la troi-

⁴² NZZ, US-Pläne noch weiter gestutzt, le 7 décembre 2013: www.nzz.ch/aktuell/international/us-plaene-noch-mehr-gestutzt-1.17924768; NZZ, Amerikanische Gedankenspiele über Truppenstärke in Afghanistan nach 2014, le 26 novembre 2012; CRS, Post-Taliban Governance, le 4 janvier 2013, p. 26–28. D'après le CRS, il ne resterait que des unités spéciales en Afghanistan (6000 soldats), pour aider les ANSF à combattre des objectifs stratégiques. Tandis que la variante intermédiaire prévoirait la poursuite de l'entraînement des ANSF, l'option la plus complète consisterait à maintenir des patrouilles dans les régions en proie aux combats.

⁴³ CRS, Post-Taliban Governance, le 4 janvier 2013, p. 26–27. La force de frappe aérienne a notamment été réduite et quelques bases américaines fermées. Dans la province de Ghazni en revanche, les troupes américaines ont reçu du renfort entre mars et septembre 2012.

⁴⁴ Tages-Anzeiger, Karzai lässt US-Soldaten aus zwei Provinzen abziehen, le 24 février 2013: www.tagesanzeiger.ch/ausland/naher-osten-und-afrika/Karzai-laesst-USSoldaten-aus-zwei-Provinzen-abziehen/story/26275718; UNAMA, Annual Report 2012, février 2013, p. 31–35.

⁴⁵ UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 19; Stuttgarter Zeitung, Nicht hinter jedem Anschlag stecken die Taliban, le 9 mai 2013; Deutsche Welle, Regierungsmitarbeiter im Visier der Taliban, le 20 février 2013: www.dw.de/regierungsmitarbeiter-im-visier-der-taliban/a-16613148.

⁴⁶ Zeit online, CIA zahlte Millionen Dollar Schmiergeld ans Präsidentenamt, le 29 avril 2013.

⁴⁷ Amnesty International, Report 2013, le 23 mai 2013; USDOS, Human Rights Practices 2012, le 19 avril 2013, p. 3, 5; UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 19–20. D'après le CRS, près de 17'000 membres de la PLA étaient actifs dans 60 provinces fin 2012. L'objectif est de déployer 30'000 hommes dans 137 provinces d'ici la fin 2015. Le programme contredit la volonté de désarmer les milices et autres mouvements de ce type. CRS, Post-Taliban Governance, le 4 janvier 2013, p. 38–39.

⁴⁸ N-tv, Karsai veut prendre le contrôle des milices, le 28 février 2013: www.n-tv.de/ticker/Karsai-will-Kontrolle-ueber-Milizen-article10216581.html.

sième année consécutive. En revanche, le nombre de provinces sans drogues n'a pas changé par rapport à l'année d'avant. En 2013 par contre, on a aussi observé des cultures d'opium dans les provinces de Balkh, Faryab et Takhar, de sorte que le nombre de provinces cultivant de l'opium est passé de 17 à 20. Seules 14 provinces s'abstiennent encore de cette production en 2013. Les groupements antigouvernementaux, à qui le trafic de drogues rapporte chaque année entre 70 et 100 millions de dollars US pour le trésor de guerre, ne sont pas les seuls à être impliqués dans ce juteux négoce: c'est aussi le cas de nombreux fonctionnaires et seigneurs de la guerre. Le trafic de drogues contribue largement à déstabiliser le pays.⁴⁹

Les provinces situées aux frontières sud, est et ouest de l'Afghanistan ont connu une escalade de violence au printemps 2013. Le niveau de danger est toujours particulier élevé dans la région voisine du Pakistan. D'une manière générale, on observe que les groupements hostiles au gouvernement tentent de mieux s'implanter dans les régions rurales, alors que les forces de sécurité afghanes luttent pour le contrôle de la population des centres urbains.⁵⁰ Fin 2012, l'ONU avait accès à la population civile dans moins de la moitié du pays.⁵¹

Est et Sud. C'est au Sud qu'on a déploré, aussi en 2012, la plupart des victimes civiles (46 %). Pourtant les groupements hostiles au gouvernement se concentrent de plus en plus sur l'Est où les violents affrontements ont augmenté à une vitesse folle. En particulier à Nangarhar, les groupements antigouvernementaux ont entrepris une escalade significative pour renforcer leur bastion à l'Est. L'ANSO part du principe qu'il s'agit d'un positionnement stratégique en prévision de 2014. Au printemps 2013, les groupements hostiles au gouvernement ont pu consolider encore leur position à l'Est, tandis que les attaques se multipliaient également au Sud. Les provinces de Kandahar, Nangarhar, Helmand, Khost, Kunar et Ghazni ont été le théâtre des affrontements les plus violents en 2012/13.⁵²

Nord. Au Nord, les groupements hostiles au gouvernement, les potentats locaux et les forces du crime organisé sont étroitement imbriqués. Si l'ANSO estime que les activités des groupements antigouvernementaux ont diminué en 2012, sauf dans les provinces de Baghlan et Faryab, on a signalé une dégradation des conditions de sécurité dans la plupart des provinces du Nord, durant le premier trimestre 2013. C'est dû aux nombreuses opérations militaires des troupes internationales, à la multiplication des attaques émanant de groupements hostiles au gouvernement et aux activités des milices locales. Les groupements antigouvernementaux sont en train de créer un troisième front du Nord au Sud (Faryab-Badhis-Ghor-Farah-Helmand),

⁴⁹ UN Office on Drugs and Crime (UNODC), Afghanistan Opium Survey 2012, novembre 2012, p. 3–8, 21, 27: www.unodc.org/documents/crop-monitoring/Afghanistan/Summary_Findings_FINAL.pdf; UN Office on Drugs and Crime, Afghanistan Opium Risk Assessment 2013, avril 2013, p. 1–6: www.unodc.org/documents/crop-monitoring/Afghanistan/ORAS_report_2013_phase12.pdf; CRS, Post-Taliban Governance, le 4 janvier 2013, p. 19. L'UNODC souligne le lien entre les mauvaises conditions de sécurité, le manque ou la suppression d'aide à l'agriculture et la culture d'opium. En outre, la surface consacrée à la culture du cannabis a augmenté de 17 % en 2012. Cette culture génère un bénéfice de 6400 dollars américains, soit 1800 dollars de plus que le pavot: Stern, Cannabis-Produktion am Hindukush boomt, le 10 septembre 2013: www.stern.de/panorama/drogenhochburg-afghanistan-cannabis-produktion-am-hindukusch-boomt-2056710.html.

⁵⁰ ANSO, Quarterly Data Report Q4 2012, p. 15–16; ANSO, Quarterly Data Report Q1 2013, p. 11–12; Die Bundesregierung, rapport intermédiaire, juin 2013, p. 7.

⁵¹ UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 25.

⁵² ANSO, Quarterly Data Report Q4 2012, p. 1, 4, 12–13, 15; ANSO, Quarterly Data Report Q1 2013, p. 1, 11; Financial Times, West must rethink its Afghanistan exit, le 8 janvier 2013.

en plus de ceux du Sud et de l'Est du pays.⁵³ La province de Badakhshan passait jusqu'à présent pour calme, mais les groupements antigouvernementaux y ont également étendu leur influence après le retrait de la FIAS. Début mars 2013, il a fallu envoyer des soldats de la FIAS en renfort des forces de sécurité afghanes dans la province du Badakhshan.⁵⁴ Fin septembre 2013, les Talibans ont pris le contrôle du district de Keran-wa-Monjan dans la province de Badakhshan. Le chef de la police et le chef de l'administration ont dû prendre la fuite.⁵⁵

Ouest. Dans les provinces occidentales, on a enregistré en moyenne 72 % d'attentats de plus que l'année précédente. Dans les provinces frontalières de l'Ouest, on a pu observer la manière dont les groupements antigouvernementaux ont réussi à combler les lacunes laissées par le retrait des troupes internationales.⁵⁶

Kaboul et le centre. En 2013 aussi, les Talibans ont démontré qu'ils sont toujours en mesure d'orchestrer des attentats complexes dans les zones de haute sécurité de Kaboul. Le 9 mars 2013, un attentat-suicide a ainsi été commis devant le Ministère de la Défense, lors de la visite du nouveau Ministre américain de la Défense. Le 10 juin 2013, des membres des Talibans ont attaqué le quartier général de l'OTAN dans la zone militaire de l'aéroport de Kaboul et livré aux forces de sécurité afghanes un combat d'environ quatre heures. Le lendemain, soit le 11 juin 2013, des membres des Talibans lançaient déjà une attaque contre la Cour suprême de Kaboul.⁵⁷

Puissances régionales. Les rapports de l'Afghanistan avec ses États voisins détermineront en grande partie l'avenir du pays ; le retrait des troupes est prévu en 2014. En 2012 aussi, le rôle controversé que le Pakistan joue dans le conflit a contribué à détériorer encore les relations entre les deux États. En libérant des chefs de file talibans, le Pakistan a signalé en 2013 sa volonté de jouer un rôle actif dans le processus de paix. La troisième conférence a eu lieu en avril 2013 dans le cadre du processus d'Istanbul qui tend à une meilleure collaboration en Asie centrale et en Asie du Sud.⁵⁸

⁵³ ANSO, Quarterly Data Report Q4 2012, p. 4, 16; ANSO, Quarterly Data Report Q1 2013, p. 11.

⁵⁴ Die Bundesregierung, rapport intermédiaire, juin 2013, p. 8–9; Zeit online, Nach Abzug der Bundeswehr erstarken die Taliban, le 21 novembre 2012: www.zeit.de/politik/ausland/2012-11/afghanistan-taliban-bundeswehr-abzug; Die Welt, Die Bundeswehr muss zurück nach Badachschan, le 30 mars 2013: www.welt.de/politik/deutschland/article114897726/Die-Bundeswehr-muss-zurueck-nach-Badachschan.html.

⁵⁵ ORF, Taliban erobern Distrikt in Nordost-Afghanistan, le 28 septembre 2013: <http://orf.at/stories/2200343/>.

⁵⁶ ANSO, Quarterly Data Report Q1 2013, p. 11; NZZ online, Polizeichef in Afghanistan vor seinem Haus getötet, le 21 mai 2013: www.nzz.ch/aktuell/newsticker/polizeichef-in-afghanistan-vor-seinem-haus-getoetet-1.18083667.

⁵⁷ Die Bundesregierung, rapport intermédiaire, juin 2013, p. 7; Tages-Anzeiger, Hagels missglückter Besuch in Afghanistan, le 10 mars 2013: www.tagesanzeiger.ch/ausland/amerika/Hagels-missglueckter-Besuch-in-Afghanistan/story/25681087; Süddeutsche, Mehrere Tote bei Angriff auf Flughafen in Kabul, le 10 juin 2013: www.sueddeutsche.de/politik/afghanistan-mehrere-extremisten-sterben-bei-angriff-auf-flughafen-in-kabul-1.1692451; Süddeutsche, Taliban bekennen sich zu Anschlag auf Kabuler Gericht, le 11 juin 2013: www.sueddeutsche.de/politik/afghanistan-taliban-bekennen-sich-zu-anschlag-auf-kabuler-gericht-1.1694009.

⁵⁸ Die Bundesregierung, rapport intermédiaire, juin 2013, p. 15; CRS, Post-Taliban Governance, le 4 janvier 2013, p. 47; Swissinfo, Russland kritisiert Entwicklung in Afghanistan, le 26 avril 2013: www.swissinfo.ch/ger/news/newsticker/international/Russland_kritisiert_Entwicklung_in_Afghanistan.html?cid=35647616.

Perspective. Il faut partir du principe que les groupements hostiles au gouvernement vont provoquer toujours plus violemment les ANSF, dans le but d'étendre leur contrôle à d'autres régions, mais aussi d'affaiblir la cohésion des ANSF et la confiance qu'elles ont en leur capacité. L'augmentation fulgurante du nombre de victimes montre clairement que les forces de sécurité afghanes sont nettement plus vulnérables que les FIAS. En même temps, la FIAS déploie de moins en moins de forces susceptibles de soutenir les ANSF.⁵⁹ Son commandant en Afghanistan craint un comportement «particulièrement agressif» des Talibans en 2013. La population afghane s'arrangera donc avec les puissances qui exerceront sous peu le pouvoir dans sa région.⁶⁰

À moyen terme, les experts partent du principe que les options proposées par le général Allen concernant le stationnement de troupes internationales suffiront à éviter un effondrement en Afghanistan. D'autres craignent par contre que ces options n'entraînent une très vraisemblable victoire des Talibans au Sud et à l'Est du pays, ainsi qu'une dissolution du gouvernement et des forces de sécurité afghanes.⁶¹

4 Constitution et système judiciaire

Le système judiciaire afghan souffre d'un sous financement chronique et d'une pénurie de personnel au bénéfice d'une formation adéquate. D'après *Freedom House Report 2012*, la Cour suprême est principalement composée de savants religieux qui n'ont qu'une maigre connaissance de la jurisprudence civile. Les juges sont exposés à des menaces et tentatives de corruption aussi bien de la part des fonctionnaires et potentats locaux, que des membres de la famille de l'accusé, des anciens de la tribu et des membres de groupements antigouvernementaux, ce qui prétérite lourdement leur indépendance. Les jugements de nombreux tribunaux se basent sur un mélange de droit commun, de shari'a, de coutumes locales et de lois tribales. Le système judiciaire est extrêmement mal représenté en particulier dans les régions rurales, de sorte que la population civile se voit contrainte de recourir à des mécanismes d'arbitrage traditionnels pour les affaires civiles aussi bien que criminelles. Or, ces mécanismes comportent aussi des types de peines non approuvés ; ils ne respectent pas toujours les droits constitutionnels et portent souvent préjudice aux femmes et aux minorités. Des organisations de défense des droits humains ont exprimé de sérieuses réserves au sujet de procès qui ne correspondent en rien aux normes internationales. Aujourd'hui encore, le système judiciaire afghan repose principalement sur les aveux comme éléments de preuve.⁶²

⁵⁹ Giustozzi/Farrell, *The Taliban at war: inside the Helmand Insurgency*, 2013, p. 871.

⁶⁰ Hannover-Zeitung, Kommandeur der ISAF-Schutztruppe beunruhigt über steigende Opferzahl von Zivilisten, le 13 juin 2013: www.hannover-zeitung.net/aktuell/vermischtes/47215707-afghanistan-kommandeur-der-isaf-schutztruppe-beunruhigt-ueber-steigende-opferzahl-von-zivilisten; Financial Times, West must rethink its Afghanistan exit, le 8 janvier 2013.

⁶¹ Stuttgarter Zeitung, Nicht hinter jedem Anschlag stecken die Taliban, le 9 mai 2013.

⁶² USDOS, *Human Rights Practices 2012*, le 19 avril 2013, p. 6–7; Die Bundesregierung, Fortschrittsbericht Afghanistan, novembre 2012, p. 24; ; Süddeutsche, Taliban bekennen sich zu Anschlag auf Kabuler Gericht, le 11 juin 2013; SRF, Der schwierige Weg in die Eigenständigkeit, le 10 juin 2013: www.srf.ch/news/international/afghanistan-der-schwierige-weg-in-die-eigenstaendigkeit; Amnesty International, *Report 2013*, le 23 mai 2013; UNAMA, *Treatment of Conflict-Related Detainees in Afghan Custody – One Year On*, janvier 2013, p. 16: www.refworld.org/docid/4e93ecb22.html.

D'après l'*US Department of State*, les arrestations arbitraires et une durée d'emprisonnement ou de détention provisoire excessivement longue sont toujours monnaie courante en Afghanistan. De nombreuses personnes sont arrêtées, sans être informées des droits procéduraux fondamentaux. Le procureur général a certes ordonné de ne plus arrêter les femmes pour «crimes moraux». D'après certains rapports, les femmes sont depuis lors accusées de «tentatives d'adultère». Le non respect de l'État de droit, ainsi que l'impunité dont jouissent officiellement les auteurs de nombreuses violations des droits humains, représentent d'immenses défis. Dans de nombreux cas, le gouvernement afghan s'est révélé incapable de poursuivre de façon efficace ou conséquente des crimes commis par des fonctionnaires ou peu motivé à le faire.⁶³

Dans son rapport d'octobre 2011, l'*UNAMA* a dénoncé des tortures systématiques dans cinq établissements pénitentiaires de la Direction nationale de sécurité (DNS). Dans son rapport consécutif de janvier 2013, l'*UNAMA* signale aussi le recours à la torture dans certains établissements pénitentiaires de la DNS, de la *PNA*, de l'*ANA* et de la *PLA*.⁶⁴ 31 % des prisonniers que la *FIAS* a remis aux autorités afghanes doivent avoir été torturés en garde à vue.⁶⁵ À différents endroits, de nombreux indices indiquent en outre l'existence de prisons non officielles. Aucune information n'a filtré sur le lieu de séjour des 81 personnes placées en garde à vue par l'*ANA*. Les mesures prises par la *FIAS* et le gouvernement afghan n'ont pas amené une amélioration significative, ni réduit l'usage de la torture. C'est principalement dû au fait que les coupables n'ont pas de comptes à rendre: jusqu'à présent, le gouvernement afghan n'a pas mené d'enquête crédible et indépendante. Les mécanismes de contrôle sont inadéquats; ils manquent de transparence et ne sont pas imposés.⁶⁶

Coresponsabilité familiale. Les autorités continuent à emprisonner les proches des personnes soupçonnées d'un crime, y compris les enfants.⁶⁷

Justice des Talibans. Les Talibans ont institué un système judiciaire paraétatique dans les régions placées sous leur contrôle. Leur jurisprudence se base sur une interprétation extrêmement stricte de la shari'a. Les peines qu'ils infligent incluent

⁶³ US Department of State (USDOS), Country Report on Human Rights Practices 2012 – Afghanistan, le 19 avril 2013, p. 1, 4, 7: www.ecoi.net/local_link/245038/368486_de.html; UNAMA, Treatment of Conflict-Related Detainees, janvier 2013, p. viii, 1–2, 4–5, 10–13; UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 19 et 24. Le fait que les personnes arrêtées sont souvent emprisonnées trop longtemps avant d'être traduites en justice encourage à recourir à la torture pour extorquer des aveux.

⁶⁴ Elle signale un recours systématique à la torture pour obtenir des informations ou des aveux dans 2 institutions de la **DNS** (le quartier général dans la ville de Kandahar et la division antiterrorisme 124 à Kaboul). Pour 10 autres institutions de la DNS, il y a des indices crédibles (Herat, Khost, Laghman, Takhar, Faryab, Kunduz, Nangarhar, Paktika, le département 40 à Kaboul et le quartier général de la province de Sherbeghan). Torture systématique dans 6 institutions de la **PNA** (postes de police 3, 8, 13 et 15 de la ville de Kandahar et quartier général du district de Panjwayi) et dans une institution du programme pour un nouveau départ en Afghanistan (Spin Boldak). Pour 15 institutions de la PNA, il existe des indices crédibles de recours à la torture. Pour la **PLA**, l'*UNAMA* a trouvé des indices de torture dans quatre provinces: Kunduz, Uruzgan, Faryab et Kandahar. UNAMA, Treatment of Conflict-Related Detainees, janvier 2013, p. 10–11.

⁶⁵ Le 24 octobre 2012, l'*ISAF* a interrompu une deuxième fois le transfert de prisonniers à de nombreux établissements de la DNS, suite au rapport. Il s'agit du département 124 de la DNS à Kaboul, de la DNS Laghman, de la DNS Khost, de la DNS Heart, du quartier principal de la PNA à Kunduz et, pour la première fois, du département 40 de la DNS à Kaboul. UNAMA, Treatment of Conflict-Related Detainees, janvier 2013, p. 8, 13.

⁶⁶ L'*UNAMA* a constaté 14 méthodes de torture différentes. UNAMA, Treatment of Conflict-Related Detainees, janvier 2013, p. viii, 1–2, 4–5; 8–15; USDOS, Human Rights Practices 2012, le 19 avril 2013, p. 4–5.

⁶⁷ USDOS, Human Rights Practices 2012, le 19 avril 2013, p. 6, 8.

même les exécutions et mutilations ; l'*UNAMA* les considère parfois comme des crimes de guerre. Le gouvernement afghan ne verse aucune réparation pour ce genre de peines.⁶⁸ Les tribunaux des Talibans méprisent habituellement les droits des femmes. L'*UNAMA* a enregistré en 2012 33 exécutions et 17 peines prononcées suite à un interrogatoire ou à un jugement rendu par l'un de ces tribunaux.⁶⁹

Peine de mort. D'après *Amnesty International*, 14 prisonniers ont été exécutés les 20 et 21 novembre 2012 en Afghanistan. La Cour suprême doit en outre avoir confirmé 30 condamnations à mort. Dix condamnations à mort ont été converties en peine d'emprisonnement. Fin novembre 2012, plus de 250 personnes se trouvaient dans les couloirs de la mort.⁷⁰

Conditions de détention. Les conditions de détention ne sont toujours pas conformes aux normes internationales. Il n'y a pas assez d'installations sanitaires, de couvertures, de nourriture et d'eau, et les maladies contagieuses sont répandues. Le manque de places empêche de séparer les personnes placées en détention provisoire et les prisonniers déjà condamnés. En mars 2012, une centaine de détenus de la prison de Pul-e-Charkhi ont protesté contre les mauvais traitements par une grève de la faim. Des centres de soutien spéciaux ont été créés pour les enfants des mères condamnées.⁷¹

Bagram. Près de 3100 détenus croupiraient encore dans la prison de Bagram. Les États-Unis ont officiellement confié cet établissement aux autorités afghanes en septembre 2012, mais le transfert définitif n'a eu lieu que le 25 mars 2013. Ce retard a été causé par la promesse de Karzaï de libérer les détenus «innocents». Avec ce transfert, le président Karzaï a certes obtenu un succès de prestige dans le cadre de la souveraineté nationale, mais, en réalité, ce sont toujours les États-Unis qui tirent les ficelles, qui financent la prison et qui fourbissent les preuves. Depuis le transfert, beaucoup plus de prisonniers qu'auparavant ont toutefois été libérés. L'*Afghanistan Analyst Network* soupçonne parfois des raisons politiques, la libération de membres des Talibans étant peut-être une manière de manifester une ouverture au dialogue.⁷²

⁶⁸ USDOS, Human Rights Practices 2012, le 19 avril 2013, p. 7. En juin 2013, les Talibans ont été accusés d'avoir décapité un garçon de 10 ans et un autre de 16 ans dans la province de Kandahar. Mais ils ont rejeté ces accusations. RP online, Taliban enthaupten zwei Jungen, le 10 juin 2013: www.rp-online.de/panorama/ausland/taliban-enthaupten-zwei-jungen-1.3459337.

⁶⁹ UNAMA, Annual Report 2012, février 2013, p. 4; UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 21. Pour un aperçu de la justice des Talibans, en particulier sur la question de savoir comment les Talibans gèrent les conditions de sécurité difficiles et comment ils réussissent à empêcher en grande partie la corruption et les procès «déloyaux», voir: Antonio Giustozzi/Claudio Franco/Adam Baczko: Shadow Justice – How the Taliban run their judiciary?, Integrity Watch Afghanistan, le 18 décembre 2012: [www.iwaweb.org/Reports/PDF/130207 Prozent20- Prozent20Taliban Prozent20Justice Prozent20Report- Prozent20English.pdf](http://www.iwaweb.org/Reports/PDF/130207%20Prozent20- Prozent20Taliban Prozent20Justice Prozent20Report- Prozent20English.pdf).

⁷⁰ Amnesty International, Report 2013, le 23 mai 2013. D'après l'*US Department of State*, 16 personnes ont été exécutées en novembre 2012: USDOS, Human Right Practices 2012, le 19 avril 2013, p. 3.

⁷¹ USDOS, Human Rights Practices 2012, le 19 avril 2013, p. 3–4.

⁷² Focus online, Berüchtigtes US-Gefängnis Bagram an Afghanistan übergeben, le 26 mars 2013: www.focus.de/politik/ausland/nach-jahrelangem-streit-beruechtigtes-us-gefaengnis-bagram-an-afghanistan-uebergeben_aid_948185.html; NZZ online, Amerikaner übergeben das Gefängnis Bagram, le 25 mars 2013: www.nzz.ch/aktuell/international/uebersicht/amerikaner-uebergeben-das-gefaengnis-bagram-1.18053263; SRF, Der schwierigere Weg in die Eigenständigkeit, le 10 juin 2013; Amnesty International, Report 2013, le 23 mai 2013.

5 Droits humains: profils de risque

La faible gouvernance, la corruption à large échelle et le fait que les acteurs censés garantir la protection de la population civile commettent eux-mêmes des violations des droits humains répétées en toute impunité font que le gouvernement afghan n'est guère apte à protéger ses citoyens. Dans une grande partie du pays, la police ne peut même pas recourir à un système judiciaire fonctionnel, ni compter sur l'appui du gouvernement. Les mauvaises conditions de sécurité limitent aussi considérablement la capacité de protection de l'État. Le gouvernement afghan n'est pas en mesure de poursuivre en justice les groupements d'opposition qui infligent en toute illégalité des «sanctions» contraires aux droits de l'homme.⁷³

Les groupes suivants figurent parmi les personnes spécialement menacées, aussi en 2013, par les acteurs étatiques, non-étatiques et internationaux:

Les femmes. La discrimination des filles et des femmes reste profondément enracinée dans la société afghane. La violence domestique, les mariages forcés, les «crimes d'honneur», les enlèvements, les viols, l'échange de femmes pour résoudre des litiges, ainsi que le cloisonnement à domicile sont très répandus en Afghanistan. Les femmes se voient confrontées à de gros obstacles dans l'exercice de leurs droits économiques, sociaux, politiques et culturels et sont en outre plus souvent que la moyenne concernées par la pauvreté, l'analphabétisme et la mauvaise qualité des soins de santé. Le nombre de filles et de femmes arrêtées pour des crimes dits «moraux» a augmenté d'environ 50 % entre octobre 2011 et mai 2013. Les immolations comme dernière issue sont en hausse. Faute d'implication suffisante de la part du gouvernement, la loi sur l'élimination de la violence contre les femmes peine à s'implanter. De nombreux cas sont toujours transmis à des mécanismes d'arbitrage traditionnels, ce qui sape encore davantage l'application de la loi et favorise les pratiques nuisibles. Un projet visant à éviter une possible abrogation de cette loi par un futur président a été bloqué en mai 2013 par des membres conservateurs du Parlement.⁷⁴

L'ONU note en 2012 une forte augmentation de la violence contre les femmes en Afghanistan. Rien qu'entre le 21 mars et le 21 octobre 2012, l'AIHRC a enregistré plus de 4000 plaintes de ce type, ce qui représente une augmentation de 28 % par rapport à 2011.⁷⁵ En particulier les femmes qui interviennent dans la sphère publique, telles que les Parlementaires, les fonctionnaires, les journalistes, les avocates, les féministes, les défenseuses des droits humains ou les enseignantes sont victimes d'intimidations et de meurtres ciblés. Les auteurs de ces crimes font partie de groupements hostiles au gouvernement, mais aussi des instances étatiques et des autorités. Il peut également s'agir de puissants commandants, de potentats traditionnels et religieux ou de membres de bandes criminelles. La plupart des affaires

⁷³ UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 22, 24–25.

⁷⁴ UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 48–57; USDOS, Human Rights Practices 2012, le 19 avril 2013, p. 6–7; Short News, Afghanistan: Parlament blockiert Gesetz über Frauenrechte, le 18 mai 2013: www.shortnews.de/id/1027119/afghanistan-parlament-blockiert-gesetz-ueber-frauenrechte. Le nombre de femmes et de filles arrêtées pour crimes «moraux» est passé de 400 à 600 entre octobre 2011 et mai 2013. Human Rights Watch, Surge in Women Jailed for «Moral Crimes», le 21 mai 2013: www.hrw.org/news/2013/05/21/afghanistan-surge-women-jailed-moral-crimes; Die Bundesregierung, Fortschrittsbericht, novembre 2012, p. 27.

⁷⁵ Amnesty International, Report 2013, le 23 mai 2013.

ne sont toujours pas élucidées et les criminels jouissent généralement d'une totale impunité. L'UNAMA s'est montrée très préoccupée par l'augmentation fulgurante du nombre de femmes victimes d'assassinats ciblés.⁷⁶

La situation des femmes est encore plus préoccupante dans les régions contrôlées par des groupements hostiles au gouvernement. Mais dans les régions où le maintien de la sécurité a déjà été confié aux forces de sécurité afghanes, des pressions sont exercées sur les organisations de femmes pour les inciter à fermer. Beaucoup de monde considère par conséquent avec une grande inquiétude le retrait imminent des forces de sécurité internationales, ainsi que les négociations possibles avec les Talibans.⁷⁷

Les enfants. En juin 2013, l'UNICEF s'est montrée très préoccupée par la forte augmentation du nombre d'enfants tués et blessés. En Afghanistan, les enfants sont en outre exposés à de nombreux autres risques, tels que les recrutements forcés, la traite des enfants, le travail des mineurs, la violence domestique, les mariages forcés, la prostitution et la pédopornographie, plus généralement la négligence, la mendicité forcée et le refus systématique de la formation. En outre, les enfants sont souvent blessés ou tués par des mines. Selon des rapports, filles et garçons ne sont pas seulement victimes d'abus sexuels au sein de leurs familles, mais aussi de la part d'acteurs étatiques tels que les membres des forces de sécurité. La pratique du «*bache bazi*» (garçons tenus quasiment en esclavage par des hommes puissants) s'est encore propagée. Les coupables jouissent toujours d'une quasi-impunité. De nombreux enfants sont eux-mêmes condamnés par la justice en tant que criminels, après avoir subi les pires outrages.⁷⁸

Malgré les efforts entrepris par le gouvernement pour contrer cette pratique, les recrutements d'enfants dans les ANSF, en particulier la PNA et la PLA, continuent à poser problème. Le HCR constate même une augmentation des recrutements d'enfants par des groupements antigouvernementaux. Ces derniers utilisent les enfants comme boucliers humains, trafiquants d'armes ou éclaireurs, parfois aussi comme jouets sexuels, ou pour commettre des attentats-suicides. C'est pourquoi les enfants risquent aussi d'être arrêtés, emprisonnés et torturés par les forces de sécurité afghanes en tant que complices présumés des groupements hostiles au gouvernement. Ils sont en outre utilisés dans le trafic de drogues.⁷⁹

⁷⁶ Standard online, UNO besorgt über zunehmende Gewalt gegen Frauen in Afghanistan, le 17 mars 2013: <http://diestandard.at/1363239300454/UNO-besorgt-ueber-zunehmende-Gewalt-gegen-Frauen-in-Afghanistan>; UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 37–38, 48–57. Le 10 décembre 2012, la responsable de la condition féminine Nadschia Seddiki s'est fait tirer dessus à Mehtar Lam, à l'Est du pays. En juillet 2012, un attentat à la voiture piégée avait déjà coûté la vie à sa prédécesseure Hanifa Safi. Spiegel online, Frauenrechtlerin in Afghanistan erschossen, le 10 décembre 2012: www.spiegel.de/politik/ausland/afghanistan-frauenrechtlerin-erschossen-a-871908.html; UNAMA, Annual Report 2012, février 2013, p. 4.

⁷⁷ UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 36, 48–57.

⁷⁸ UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 57–63; NZZ online, Uno beunruhigt über Zahl der getöteten Kinder, le 14 juin 2013: www.nzz.ch/aktuell/newsticker/uno-beunruhigt-ueber-zahl-der-getoeteten-kinder-in-afghanistan-1.18098606; USDOS, Human Rights Practices 2012, le 19 avril 2013, p. 6, 20–22. Les crimes sexuels en particulier sont considérés comme une honte pour la famille et donc «punis».

⁷⁹ UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 40–41, 57–62; Stern de, Die gefährlichsten Krieger der Taliban, le 2 janvier 2013: www.stern.de/panorama/kinder-als-selbstmordattentaeter-die-gefaehrlichsten-krieger-der-taliban-1948938.html; USDOS, Human Rights Practices 2012, le 19 avril 2013, p. 1, 9.

Les collaborateurs d'organisations nationales et internationales. L'ANSO a enregistré en 2012 164 attaques visant des collaborateurs d'ONG, pratiquement autant que l'année précédente. Les groupements antigouvernementaux ou les milieux conservateurs s'en prennent toujours aux féministes et aux défenseurs des droits de l'homme, aux collaborateurs de l'aide au développement et de l'aide humanitaire, mais aussi aux démineurs, aux chauffeurs poids lourds et aux ouvriers actifs dans l'aménagement de la chaussée. Les proches de ces groupes cibles, notamment les enfants, sont aussi de plus en plus menacés.⁸⁰

Les employés des forces de sécurité étrangères. Les interprètes ou les chauffeurs qui travaillent pour les troupes internationales sont notamment considérés comme particulièrement menacés. De nombreux traducteurs des forces de combat allemandes ont manifesté fin mars 2013 à Kunduz, preuve qu'ils craignent pour leur vie après le retrait des forces de combat internationales.⁸¹

Les journalistes. Les journalistes sont intimidés, arrêtés, battus et pris pour cibles d'attentats, en particulier ceux qui dénoncent l'impunité, les crimes de guerre, la corruption, le trafic de drogues ou d'autres machinations. Ils ont été la cible de 69 attaques en 2012. Parmi les auteurs de ces crimes, on ne trouve pas que des membres de groupements hostiles au gouvernement, mais aussi des potentats locaux, des politiciens, des agents de sécurité, des représentants du gouvernement, ainsi que des conservateurs et des dignitaires religieux. Le 24 avril 2013, le président Karzaï a interdit par décret les émissions de télévision «non-islamiques» et restreint encore davantage la liberté d'opinion et la liberté de la presse, à la demande du Conseil national des dignitaires religieux. Dans les provinces, de nombreux médias sont aux mains des seigneurs de la guerre qui abusent également de leur position pour limiter considérablement la liberté d'opinion et la liberté de la presse. Comme les criminels jouissent généralement de l'impunité, des journalistes reprochent au gouvernement de rester les bras croisés face à ce genre de bavures.⁸²

Les travailleurs de la santé. Les groupements antigouvernementaux continuent à orchestrer des attentats contre des institutions et des professionnels de la santé et à perturber les campagnes d'information et de vaccination. Au printemps 2013, les institutions et professionnels de la santé ont en outre essuyé pas moins de onze attentats des forces de sécurité afghanes et internationales.⁸³

Les fonctionnaires. D'après l'UNAMA, le nombre de fonctionnaires tués ou blessés a augmenté de 700 % en 2012 par rapport à l'année précédente. Des juges et des

⁸⁰ ANSO, Quarterly Data Report Q4 2012, p. 1; UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 31, 34–36; NZZ online, Elf Landminenräumer entführt, le 14 mai 2013: www.nzz.ch/aktuell/newsticker/afghanistan-elf-landminenraeumer-entfuehrt-1.18079653.

⁸¹ Zeit online, «Die Bundeswehr hat uns allein gelassen», le 30 mars 2013: www.zeit.de/politik/ausland/2013-03/kundus-afghanen-asyl. Zeit online, Friedrich verspricht Aufnahme afghanischer Helfer, le 12 mai 2013: www.zeit.de/politik/deutschland/2013-05/afghanistan-schutz-helfer.

⁸² UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 38–40; USDOS, Human Rights Practices 2012, le 19 avril 2013, p. 10–11; Amnesty International, Report 2013, le 23 mai 2013; AFP, l'Afghanistan interdit les émissions de télévision «non-islamiques», le 24 avril 2013: www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5iF3RmCuCEWVAZm7DY6U2Dg77rcCw?docId=CN.G.2418ab2d6a99395dbeb4a81386d5362f.3a1.

⁸³ UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 22; UNAMA 2013, p. 12; USDOS, Human Rights Practices 2012, le 19 avril 2013, p. 1; ANSO, Quarterly Data Report Q1 2013, p. 1, 5.

avocat-e-s en droit pénal, des parlementaires, des gouverneurs de province et de district, ainsi que des membres de conseil, figurent parmi les victimes. En juin 2013, des membres des Talibans ont commis un attentat-suicide à la Cour suprême de Kaboul. Les juges et les employé-e-s du tribunal étaient spécialement visés.⁸⁴

Les enseignant-e-s et les élèves. L'UNAMA a enregistré en 2012 74 attentats contre des lieux d'enseignement, dont la mise à feu d'écoles, des attaques de roquettes, des meurtres ciblés, ainsi que des mesures d'intimidation du corps enseignants et des étudiant-e-s. Au cours du premier semestre 2013, on a noté 18 % d'attaques en plus. Selon les données du Ministre afghan de l'éducation, près de 520 écoles sont restées fermées en mai 2012, dont beaucoup se trouvaient dans des régions contrôlées par des groupements antigouvernementaux. Dans 14 cas, des établissements scolaires ont été utilisés à des fins militaires en 2012, aussi bien par des forces antigouvernementales que par des forces progouvernementales, de sorte que les enfants sont devenus des cibles militaires.⁸⁵

Les collaborateurs/trices des forces de police et de sécurité. Près de 1800 policiers et policières ont perdu la vie entre mars 2012 et mars 2013, soit le plus grand nombre jamais atteint auparavant. Les forces de sécurité engagées pour détruire les cultures de pavot, ainsi que les membres de la DNS et de la PLA, figurent aussi parmi les cercles de personnes menacées. D'après le HCR, les agents de sécurité sont menacés même en dehors de leur service, de même que leurs proches.⁸⁶

Les membres des minorités ethniques /de la minorité chiite. Les tensions ethniques profondément enracinées dans la société afghane se sont encore accentuées. D'après l'index des minorités, l'Afghanistan est le troisième pays le plus dangereux au monde pour les minorités ethniques.⁸⁷ Selon l'*US Department of State*, des mariages entre Sunnites et Chiites ont été annulés.⁸⁸

Les dignitaires religieux modérés et les chefs de tribu. Les dignitaires religieux, ainsi que les chefs de tribu ou anciens qui soutiennent le gouvernement afghan ou la communauté internationale, sont menacés ou même exécutés par des groupements hostiles au gouvernement. Ces derniers ont même assassiné des imams ayant célébré l'enterrement de membres des forces de sécurité afghanes ou de personnes tuées par les Talibans.⁸⁹

⁸⁴ UNAMA, Annual Report 2012, février 2013, p. 4; UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 31–32; Süddeutsche, Taliban bekennen sich zu Anschlag auf Kabuler Gericht, le 11 juin 2013; SRF, Der schwierige Weg in die Eigenständigkeit, le 10 juin 2013; N-tv, Afghanistan übernimmt, le 18 juin 2013.

⁸⁵ UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 20–22, 31, 33, 61.

⁸⁶ UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 31, 33–34; Tagesschau.de, Afghanische Polizisten – im Visier der Staatsfeinde, le 28 avril 2013; N-tv, Bittere Bilanz für 2012 – Über 1000 Soldaten sterben, le 30 décembre 2012; Swissinfo, Immer mehr Tote im Kampf gegen Schlafmohnbau in Afghanistan, le 30 avril 2013: www.swissinfo.ch/ger/news/newsticker/international/Immer_mehr_Tote_im_Kampf_gegen_Schlafmohnbau_in_Afghanistan.html?cid=35684450.

⁸⁷ UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 65–70. Les membres de l'ethnie des Hazara par exemple se voient toujours quotidiennement discriminés et sont la cible de taxations illégales aux postes de contrôle, de recrutements forcés, de travail forcé ou d'abus corporels. Comme la majorité des Hazara appartient en outre à la minorité chiite, ils sont doublement menacés. Les Kuchis figurent parmi les cercles de population les plus pauvres d'Afghanistan.

⁸⁸ USDOS, Human Rights Practices 2012, le 19 avril 2013, p. 8.

⁸⁹ UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 31, 37; USDOS, Human Rights Practices 2012, le 19 avril 2013, p. 8.

Les participants du Programme pour la paix et la réinsertion en Afghanistan.

Les personnes qui s'engagent en Afghanistan pour le processus de paix sont la cible des groupements antigouvernementaux.⁹⁰

Les converti-e-s. La conversion est considérée comme apostasie et punie de la peine de mort. D'après l'indice mondial de persécution 2013, l'Afghanistan arrive au troisième rang des pays où les chrétiens sont le plus persécutés dans le monde.⁹¹

Les Hindous, les Sikhs et les adeptes de la foi Baha'i. Les Hindous et les Sikhs subissent toujours des discriminations: ils sont menacés ou attaqués pendant le déroulement de leurs cérémonies religieuses. Ils ne peuvent pas incinérer leurs défunts comme leurs coutumes le prescrivent et ont de la peine à obtenir la restitution des propriétés foncières confisquées illégalement. Les adeptes de la foi Baha'i et les chrétiens ne professent pas publiquement leur foi. D'après le HCR, le gouvernement afghan ne protège pas les minorités religieuses contre les attaques.⁹²

Les homosexuels. En Afghanistan, les homosexuels encourent la peine de mort. Comme les transsexuels, ils doivent s'attendre à être persécutés par leurs propres familles, par les membres de leurs communes et par les groupements hostiles au gouvernement. Les attaques de la part de la police, par exemple lors d'arrestations, ont augmenté de façon significative en 2012 par rapport aux années précédentes.⁹³

Les gens qui contredisent les valeurs des groupements hostiles au gouvernement et les personnes fortunées. Les sportifs, les cinéastes, les artistes et les musiciens sont persécutés par certains membres des groupements hostiles au gouvernement et pris pour cibles.⁹⁴ Les Afghanes et les Afghans qui disposent d'une certaine fortune, ainsi que leurs proches, risquent d'être enlevés. Ces actes ne sont pas seulement le fait de bandes criminelles, mais aussi de membres de groupements antigouvernementaux et de fonctionnaires. Par ailleurs, les Afghan-e-s fortuné-e-s sont souvent victimes d'imposition illégale.⁹⁵

Vendetta. Les crimes dits «d'honneur» peuvent s'étendre sur plusieurs générations. Le jugement d'un tribunal ne doit pas forcément mettre fin à une telle querelle.⁹⁶

Les anciens membres du Parti démocratique populaire d'Afghanistan (PDPA)/ gouvernement. Les anciens chefs de file du PDPA qui, dans le passé, avaient gravement bafoué les droits de l'homme doivent s'attendre à des poursuites de la part des victimes.⁹⁷

⁹⁰ UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 31.

⁹¹ Open Doors, Weltverfolgungsindex 2013 – Wo Christen am stärksten verfolgt werden, janvier 2013, p. 4–5, 10, 13–15: www.opendoors.de/downloads/wvi/wvi_2013.pdf; UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 46–4.

⁹² UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 22, 44–46; USDOS, Human Rights Practices 2012, le 19 avril 2013, p. 22–23.

⁹³ UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 47, 64–65. Comme l'homosexualité représente toujours un tabou social, il n'y a que très peu d'informations disponibles sur le traitement des homosexuels et des transsexuels.

⁹⁴ UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 47–48.

⁹⁵ UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 71–72.

⁹⁶ UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 70–71.

⁹⁷ UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 84–85. Le HCR recommande d'examiner soigneusement les demandes d'asile pour voir s'il n'y aurait pas des motifs d'exclusion. Cela s'applique également aux personnes qui ont occupé des postes importants dans le régime suivant.

6 Situation socio-économique et médicale

Plus de trois décennies de conflits violents ont laissé une population afghane extrêmement vulnérable qui, du fait de la persistance des hostilités, se trouve encore confrontée à la destruction, à la fuite, à l'insécurité alimentaire, à la propagation de maladies autrefois éradiquées, à des violations des droits humains et à une hausse du taux de criminalité. La population affaiblie est relativement impuissante face aux nombreuses catastrophes naturelles telles que tremblements de terre, inondations ou avalanches qui frappent régulièrement le pays, car elle ne peut guère ou pas du tout compter sur l'aide du gouvernement. L'Afghanistan reste l'un des pays les plus pauvres au monde. D'après le rapport sur le développement humain 2013, 36 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Durant l'hiver 2012/13, plus de deux millions de personnes ont été menacées par la sous-alimentation, le froid et la maladie. En 2012, l'espérance de vie s'élevait à 49 ans en Afghanistan.⁹⁸

Accès au travail. D'après l'indice de développement humain 2013, seulement 15.7 % des femmes afghanes de plus de 15 ans exerçaient une activité professionnelle en 2012, contre 80.3 % des hommes. Mais nombre d'Afghanes et d'Afghans sont sous-occupés et il y a lieu de penser que la tendance va encore s'aggraver à mesure que la transition progresse. Pour la majorité de la population, l'agriculture reste la principale source de revenu. Le nombre de travailleurs très qualifié est encore faible en Afghanistan, mais tend à augmenter.⁹⁹

Accès au logement. C'est surtout à Kaboul que la pénurie de logement figure parmi les problèmes sociaux les plus graves. Malgré des améliorations, on estime à un peu plus de 21 % seulement le taux de raccordement de la population afghane au réseau électrique public.¹⁰⁰

Accès à l'eau potable et à la nourriture. D'après le HCR, 34 % de la population souffrent d'insécurité alimentaire et 43 % n'ont pas d'accès assuré à l'eau potable. Aussi bien dans l'élimination des eaux usées que dans la mise à disposition d'eau potable, le gouvernement afghan est très en-deçà des objectifs en matière de développement.¹⁰¹

Accès à la formation. Quelque 7 millions d'enfants en Afghanistan ne vont toujours pas à l'école. L'accès à l'enseignement primaire n'est pas seulement entravé par les mauvaises conditions de sécurité, mais aussi par le manque d'effectif dans le secteur de l'instruction publique. Le manque d'enseignantes de sexe féminin,

⁹⁸ UNDP, Human Development Report 2013, 2013, p. 146, 158:
www.undp.org/content/dam/undp/library/corporate/HDR/2013GlobalHDR/English/HDR2013-Prozent20Report-Prozent20English.pdf; UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 26; Finanz Nachrichten, Binnenflüchtlinge in Afghanistan akut von Winterkälte bedroht / Shelter Now beginnt in den Lagern mit Verteilung von Lebensmitteln, le 8 janvier 2013:
www.finanznachrichten.de/nachrichten-2013-01/25628324-binnenfluechtlinge-in-afghanistan-akut-von-winterkaelte-bedroht-shelter-now-beginnt-in-den-lagern-mit-verteilung-von-lebensmitteln-007.htm.

⁹⁹ UNDP, Human Development Index 2013, 2013, p. 158; USDOD, Report, décembre 2012, p. 129; CRS, Post-Taliban Governance, le 4 janvier 2013, p. 63.

¹⁰⁰ Die Bundesregierung, rapport intermédiaire, juin 2013, p. 23; Radio Free Europe/Radio Liberty, Kabul Housing Shortage Leaves The Middle Class Behind, le 31 janvier 2011:
www.rferl.org/content/kabul_housing_shortage_leaves_the_middle_class_behind/2293119.html.

¹⁰¹ UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 26; Die Bundesregierung, rapport intermédiaire, juin 2013, p. 23.

l'éloignement des écoles, les mariages précoces et le manque de soutien familial font qu'aujourd'hui encore, beaucoup de filles restent exclues de l'instruction. Sans compter que le gouvernement afghan n'a pas été en mesure de mettre à disposition suffisamment de matériel didactique, de salles de classe et de personnel qualifié. Le financement du système universitaire est très insuffisant et la demande du côté des étudiants dépasse très largement le nombre de places disponibles. En même temps, le manque de moyens empêche le secteur de se développer.¹⁰²

Accès aux soins médicaux. D'après le bureau allemand des affaires étrangères (*Auswärtiges Amt*), l'offre en matière de soins médicaux n'est pas suffisante dans une grande partie du pays.¹⁰³ Tandis que l'accès aux institutions sanitaires s'est amélioré pour la population urbaine, il s'est dégradé pour la population rurale et pour les nomades. Les instituts médicaux sont difficiles à atteindre, en particulier pour les personnes vivant dans des régions placées sous le contrôle de groupements hostiles au gouvernement. Tout cela explique que 10 % des enfants meurent avant l'âge de 5 ans et que la mortalité maternelle figure toujours parmi les plus élevées au monde.¹⁰⁴

Terrain. Tous les mécanismes d'arbitrage destinés à résoudre les litiges fonciers passent pour corrompus. Les litiges fonciers comportent souvent une dimension ethnique.¹⁰⁵

7 Retour

Retour volontaire. D'après le HCR, la plupart des réfugiés dans le monde étaient de nationalité afghane en 2012 et ce, pour la 32^e année consécutive. À mesure que s'approche la date fixée pour le retrait, de plus en plus d'Afghan-e-s au bénéfice d'une bonne formation, ainsi que des députés et des hauts gradés de l'armée, se joignent au flux de réfugiés. Environ 95 % des réfugiés afghans vivent au Pakistan et en Iran. En septembre 2012, le gouvernement pakistanais a prolongé de trois ans l'autorisation de séjour des réfugiés afghans. D'après le HCR, 98'609 réfugiés sont revenus en Afghanistan en 2012.¹⁰⁶

Situation des personnes de retour. D'après le HCR, près de 40 % des personnes de retour n'étaient pas en mesure de se réinsérer dans leurs communes d'origine,

¹⁰² USDOD, Report, décembre 2012, p. 142; UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 20–22, 31, 33, 61–62; CRS, Post-Taliban Governance, le 4 janvier 2013, p. 68.

¹⁰³ Auswärtiges Amt, Reisewarnung, le 25 septembre 2013 (valable sans modification depuis le 11.09.2013): www.auswaertiges-amt.de/DE/Laenderinformationen/00-SiHi/AfghanistanSicherheit.html.

¹⁰⁴ UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 26. Le choléra s'est déclaré en août dans un village de la province de Badakhshan. NZZ, Dorf nach Cholera-Ausbruch abgeriegelt, le 14 août 2013: www.nzz.ch/aktuell/panorama/dorf-nach-cholera-ausbruch-abgeriegelt-1.18132854#; USDOD, Report, décembre 2012, p. 140 – 141.

¹⁰⁵ UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 68–70.

¹⁰⁶ UNHCR, Global Trends: Displacement – The New 21st Century Challenge, le 19 juin 2013, p. 14, 42: www.unhcr.ch/fileadmin/user_upload/dokumente/06_service/zahlen_und_statistik/GlobalTrends_2012.pdf; UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 29; Amnesty International, Report 2013, le 23 mai 2013; Spiegel online, Abzug aus Afghanistan – Rette sich, wer kann, le 24 juin 2013, www.spiegel.de/politik/ausland/afghanistan-diplomaten-wollen-nicht-nach-hause-zurueck-a-907555.html.

ce qui a provoqué un deuxième déplacement de population significatif. Jusqu'à 60 % des personnes de retour ont de la peine à se réinsérer en Afghanistan. Près de 25 % des personnes déplacées sont probablement des gens de retour qui ont à nouveau été expulsés. Les conditions de sécurité toujours aussi précaires, la perte des moyens de subsistance, l'accès insuffisant aux institutions de santé et de formation, ainsi que la difficulté à faire valoir les droits de propriété foncière et autres, compliquent la réinsertion.¹⁰⁷

Autre possibilité de fuite à l'intérieur du pays. D'après le HCR, il n'y a aucune possibilité de fuite interne dans les régions en proie aux combats. Comme les groupements antigouvernementaux tels que les Talibans, le réseau Haqqani ou les Hekmatyars *Hezb-e Islami* ont des capacités opérationnelles qui leur permettent de poursuivre des gens dans tout le pays, il n'existe pas d'alternative pour les personnes menacées par ces groupements, même dans les régions placées sous le contrôle du gouvernement. Le gouvernement afghan a perdu le contrôle de nombreuses régions et n'est donc plus en mesure d'y assurer une protection. Concernant la violation de normes sociales, il tenir compte du fait que les acteurs conservateurs du gouvernement occupent des postes à responsabilité à tous les échelons de pouvoir et que de larges segments de la société afghane représentent des valeurs conservatrices. Pour les femmes élevant seules leurs enfants, le HCR exclut toute possibilité de fuite à l'intérieur des frontières sans un homme de leur famille.¹⁰⁸

Situation des personnes déplacées. À cause de la persistance ou de la recrudescence des conflits, le nombre de personnes déplacées a encore augmenté de 7 % en 2012 par rapport à l'année précédente, pour atteindre 574'327 personnes fin juin 2013. En 2012, le HCR a soutenu quelque 866'660 réfugiés de retour en Afghanistan avant 2012 qui, en raison de la situation économique difficile, du manque de mesures de réinsertion globales et des mauvaises conditions de sécurité, n'ont pas réussi à reprendre pied en Afghanistan. Les personnes déplacées figurent parmi les groupes les plus vulnérables et se trouvent souvent hors de portée des organisations humanitaires. Elles sont plus souvent que la moyenne touchées par le chômage et l'insécurité alimentaire, ainsi que par un accès très restreint à l'eau, au logement, à la formation, à la santé et aux institutions sanitaires. On dénombre, rien qu'à Kaboul, près de 50'000 personnes déplacées, livrées sans protection aux rigueurs de l'hiver et à la chaleur de l'été.¹⁰⁹

Capacité d'accueil. D'après l'*US Department of State*, la capacité de l'Afghanistan à accueillir des personnes de retour reste faible. Le HCR signale toutefois que des problèmes politiques et des problèmes de sécurité au Pakistan et en Iran ont incité davantage de réfugiés afghans à retourner dans leur pays.¹¹⁰

¹⁰⁷ UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 28.

¹⁰⁸ UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 72–78.

¹⁰⁹ UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 27, 75; UNHCR, Global Trends, le 19 juin 2013, p. 22, 30; Finanz Nachrichten, Binnenflüchtlinge in Afghanistan akut von Winterkälte bedroht / Shelter Now beginnt in den Lagern mit Verteilung von Lebensmitteln, le 8 janvier 2013.

¹¹⁰ USDOS, Human Rights Practices 2012, le 19 avril 2013, p. 13.

Vous trouverez les publications de l'OSAR sur Afghanistan et d'autres pays d'origine des réfugiés sous www.fluechtlingshilfe.ch/pays-d-origine

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR s'engage pour que la Suisse respecte le droit à la protection contre les persécutions ancré dans la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. Neutre sur le plan politique et confessionnel, l'OSAR est l'association faitière nationale des organisations d'aide aux réfugiés. Son travail est financé par des mandats de la Confédération et par le soutien bénévole de particuliers, de fondations, de communes et de cantons.

L'OSAR-Newsletter vous informe des nouvelles publications. Inscription sous www.fluechtlingshilfe.ch/actualite/newsletter